

Brochure n° 3049 | Convention collective nationale

IDCC : **1557** | **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

**Accord du 27 janvier 2022**  
relatif aux salaires minima conventionnels pour l'année 2022

NOR : ASET2250346M

IDCC : 1557

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**DICA ;**

**Union Sport et Cycle,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**UNSA FCS,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant de la convention collective des entreprises de la filière sports-loisirs.

**Article 1<sup>er</sup> | Salaires mensuels minima conventionnels**

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour un temps de travail égal à la durée légale du travail sont augmentés conformément au tableau ci-dessous :

(En euros.)

Coefficient et statut		Minima conventionnels mensuels	Pourcentage d'augmentation par rapport à l'accord de 2021
Employés	130	1 603,12	Smic
	140	1 606,16	3,12 %
	150	1 611,43	
	160	1 618,80	

Coefficient et statut		Minima conventionnels mensuels	Pourcentage d'augmentation par rapport à l'accord de 2021
Employés	170	1 654,40	3,40 %
	180	1 656,40	
	190	1 661,26	
	200	1 672,89	
Agents de maîtrise	220	1 778,34	2,90 %
	240	1 825,38	
	250	1 886,01	
	280	1 999,97	
Cadres	320	2 271,80	2,90 %
	350	2 386,80	
	380	2 539,43	
	390	2 643,97	
	420	2 810,21	
	450	3 063,21	
	500	3 279,62	
	550	3 520,08	

## Article 2 | *Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes*

L'examen du rapport de branche et des données portant sur la situation des femmes et des hommes par coefficient ne révèle pas d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les signataires conviennent néanmoins de rappeler aux entreprises qu'il leur appartient de corriger les écarts de rémunération qu'elles pourraient éventuellement constater entre leurs salariés femmes et hommes.

## Article 3 | *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Il n'est pas prévu de disposition spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 4 | *Dispositions finales*

Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022 pour toutes les entreprises de la branche.

Il sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent accord.

*Fait à Paris, le 27 janvier 2022.*

(Suivent les signatures.)